

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18569 - 72ÈME ANNÉE

## Augmentation continue du chômage à La Réunion

### L'urgence d'une autre politique pour l'emploi des Réunionnais



**Les derniers chiffres du chômage du mois d'octobre indique que contrairement à la tendance observée dans une seule catégorie de demandeurs d'emploi dans les statistiques officielles en France, la courbe du chômage ne s'inverse pas à La Réunion.**

**E**n France, les chiffres du chômage ont été accueillis favorablement par le pouvoir. Au mois d'octobre, les statistiques officielles indiquent une diminution de 0,3 % des demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, c'est-à-dire les personnes qui sont totalement privées d'emploi depuis un mois, et qui sont recensées dans le fichier de Pôle emploi. Sur un an, dans la catégorie A en France, la baisse du nombre d'inscrits approche 3 %. Cette donnée est relativisée par l'évolution du nombre total de demandeurs d'emploi. C'est une hausse de 1,3 % sur un an. Au mois

d'octobre 2016, plus de 6,5 millions de personnes étaient inscrites à Pôle emploi.

#### **Près de 180.000 demandeurs d'emploi**

À La Réunion le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A a augmenté de 0,3 % en octobre. 136.030 Réunionnais recensés par Pôle emploi étaient donc totalement privés d'emploi au mois d'octobre. Sur un an, la baisse est de 0,6 %. Là aussi, ces chiffres sont à mettre en

rapport avec l'évolution du nombre total de personnes inscrites à Pôle emploi. En octobre 2015, 179.600 Réunionnais étaient dans ce cas, ils étaient 179.960 le mois dernier, soit une augmentation.

La Réunion a pourtant une croissance économique plus importante qu'en France. Les moyens de l'État suivent cette tendance. Lors de son passage à La Réunion en août 2014, le président de la République avait annoncé la création de 40.000 emplois d'avenir, financés à 90 % et cela de manière rétroactive pour les contrats déjà signés.

De plus, les entreprises réunion-

## Demandeurs d'emploi par catégorie

	Effectif			Évolution (en %) sur		
	Octobre 2015	Septembre 2016	Octobre 2016	un mois	trois mois	un an
<b>Réunion (données CVS)</b>						
Inscrits tenus de rechercher un emploi, sans emploi (catégorie A)	136 820	135 650	<b>136 030</b>	0,3	1,2	-0,6
Inscrits tenus de rechercher un emploi, en activité réduite (catégories B, C)	23 660	24 730	<b>24 380</b>	-1,4	2,8	3,0
Ensemble des inscrits tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C)	160 480	160 380	<b>160 410</b>	0,0	1,4	0,0
Inscrits non tenus de rechercher un emploi, sans emploi (catégorie D)	3 680	4 270	<b>3 760</b>	-11,9	-31,5	2,2
Inscrits non tenus de rechercher un emploi, en emploi (catégorie E)	15 440	15 900	<b>15 790</b>	-0,7	3,1	2,3
Ensemble des inscrits (catégories A, B, C, D, E)	179 600	180 550	<b>179 960</b>	-0,3	0,5	0,2
<b>France (en milliers, données CVS-CJO)</b>						
Inscrits tenus de rechercher un emploi, sans emploi (catégorie A)	3 841,5	3 746,5	<b>3 733,8</b>	-0,3	-0,7	-2,8
Inscrits tenus de rechercher un emploi, en activité réduite (catégories B, C)	1 902,8	2 034,8	<b>2 026,8</b>	-0,4	2,4	6,5
Ensemble des inscrits tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C)	5 744,3	5 781,3	<b>5 760,6</b>	-0,4	0,4	0,3
Inscrits non tenus de rechercher un emploi, sans emploi (catégorie D)	286,6	334,8	<b>334,2</b>	-0,2	4,4	16,6
Inscrits non tenus de rechercher un emploi, en emploi (catégorie E)	434,5	457,0	<b>452,8</b>	-0,9	-0,3	4,2
Ensemble des inscrits (catégories A, B, C, D, E)	6 465,4	6 573,1	<b>6 547,6</b>	-0,4	0,5	1,3

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements DR Pôle emploi-Dicctc Réunion.

Les évolutions mensuelles peuvent différer de la tendance des séries ; les évolutions sur trois mois sont à privilégier pour obtenir une information sur la tendance.

naises bénéficient de mesures de défiscalisation qui n'existent pas en France. Elles paient moins de cotisations sociales.

Mais toutes ces mesures ne suffisent pas à enrayer la hausse du chômage. De plus, se dessine une nouvelle crise avec l'arrivée en fin de contrat des premiers bénéficiaires d'emplois d'avenir à La Réunion. Cette année, 1.463 jeunes sont ou seront dans cette situation. Pour eux, le gouvernement n'a aucune solution à proposer. Au Sénat, Paul Vergès avait proposé une prolongation de trois ans du dispositif. Cela n'a pas été retenu. Au total, plus de 4.000 jeunes ont signé pour un emploi d'avenir. Au bout de trois ans de travail, ils n'ont d'autre horizon que de retourner au chômage.

## Échéance 2017 : 18.000 emplois en jeu

À cela s'ajoute une échéance décisive l'année prochaine, c'est la fin du quota sucrier attribué à La Réunion. Ce quota est la pierre angulaire de la filière canne-sucre. Il garantit à l'industriel que tout le sucre produit sera écoulé à un prix supérieur au cours mondial. Il est la base du calcul du prix de la canne à sucre payé aux planteurs.

Mais avec la fin de cette protection s'ouvre une période de grande in-

certitude. Lors de son intervention mardi soir au Sénat, Gélita Hoarau avait défendu les intérêts de ce secteur qui fournit du travail à 18.000 Réunionnais :

« C'est un secteur clé de l'économie réunionnaise. Mais a-t-il encore un avenir après 2017 ? En septembre prochain, c'est la fin des quotas sucriers et du prix garanti. Comment les producteurs réunionnais et antillais pourront-ils aborder cette échéance ? À La Réunion, 18.000 emplois sont en jeu. Le gouvernement a mis en place des structures pour aider les betteraviers à traverser cette étape, mais il a purement et simplement oublié les producteurs de canne. La filière canne/sucre/rhum/bagasse de La Réunion va-t-elle connaître le sort du géranium et du vétiver ? Cela avait été un gros choc social et économique. Là, pour la canne, les conséquences seront infiniment plus grandes. Il est donc indispensable que, du côté du gouvernement, l'on se saisisse de toutes les opportunités pour préserver les intérêts agricoles des outre-mer. Nous n'avons pas le sentiment que ce soit le cas ».

Au même moment, une étude de l'IEDOM a montré combien la fin du quota annonce des lendemains difficile. Le sucre réunionnais sera en concurrence avec le sucre de betterave qui a un prix de revient 40 % inférieur d'une part, et avec les pays en développement producteurs de

sucre de canne qui ont un coût de production nettement inférieur d'autre part.

## Le bilan de 70 ans

Depuis 70 ans, le système en place n'a pas réussi à régler le problème du chômage. Les lois de programme, lois d'orientation, mesures de défiscalisation et emplois aidés se sont succédé sans inverser la tendance. Si la France avait le même taux de chômage que La Réunion, elle aurait 10 millions de chômeurs. Face à un tel défi, mènerait-elle la même politique que celle qui est appliquée dans notre île ?

Face à la situation actuelle et à la crise annoncée de la filière canne-sucre, le Parti communiste réunionnais appelle à s'organiser. Le bilan de ces 70 dernières années appelle à changer de politique. C'est pourquoi le PCR a publié ses propositions et invité toutes les personnes de bonne volonté à faire de même. L'objectif est d'arriver à un programme partagé par le plus grand nombre, susceptible d'être porté par une voix qui défendra les intérêts de La Réunion auprès de Paris. C'est l'appel au Front réunionnais.

**M.M.**

## Edito

# Michel M associe Laurent à l'hommage rendu à Paul

**A**ujourd'hui, deux semaines après l'annonce du décès de Paul Vergès, une voix s'est levée pour associer Laurent à l'hommage solennel. Laurent Vergès, dirigeant du PCR, victime d'un accident de la circulation, parti trop tôt. Cette réaction est nichée dans un courrier de lecteur dont je me permets de reprendre en entier. C'est signé Michel M.

« Nous sommes les héritiers de Laurent et de Paul Vergès. Pour continuer la lutte contre les inégalités nous devons nous efforcer à rassembler le peuple réunionnais à ne pas renoncer. Même si la tâche s'annonce difficile, nous ne baisserons pas les bras. Chacun à son niveau avec les moyens dont il dispose, devra lutter pour que demain soit un jour meilleur afin de mettre en avant l'intérêt général. Le rassemblement des forces vives de la Réunion est possible si on n'oublie pas les sacrifices des anciens, notamment de Paul Vergès qui a consacré toute sa vie au développement de notre pays. »

Notre nouveau chroniqueur a réagi également à l'annonce de ceux qui prétendent qu'il n'y a plus de Communistes. En voici, sa livraison.

« Y trouve pu un boug komm Paul Vergès, mais camarade nous pouvons retrouver des milliers de personnes qui adhèrent à ses principes. C'est l'héritage que tonton Paul nous a laissé. Baisse pas les bras, met en avant tous les projets réunionnais pour la Réunion, mais aussi pour toute la zone de l'océan indien, sans oublier le continent africain proche de nous. Un exemple, si Paul Vergès a vainement lutté contre le réchauffement climatique, c'est parce

qu'il a anticipé sur les conséquences négatives qui dégradent la situation des plus démunis, notamment chez nos voisins et par ricochet chez nous à la Réunion. »

Je ne puis terminer cette liste de réactions sans un troisième extrait qui appelle à s'engager résolument.

« Lé sérieux, si zordi nou bouze pas nou, demain le canard sora noir pou la nouvelle génération. Déjà lé pa tro rose pou la génération actuelle. »

A la rédaction de Témoignages, nous ne pouvons que nous féliciter du rôle que peut jouer cet espace "courrier de lecteur". Déjà de nombreuses personnes y contribuent. Nous souhaitons que le mouvement s'amplifie.

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès  
71e année  
Directeurs de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany  
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;  
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re  
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

## Campagne des Primaires de la droite et du centre

# Didier Robert et ses amis devront assumer un programme de casse sociale

À la veille du second tour des Primaires de la droite et du centre, la majorité des responsables politiques de cette tendance à La Réunion se sont ralliés à François Fillon, tandis que les soutiens à Alain Juppé ne croient plus à la victoire. Cette quasi-unanimité de cette partie de l'échiquier politique est aussi un soutien à un programme de casse sociale : fin des 35 heures, suppression de 500.000 postes de fonctionnaires, diminution de fait du salaire horaire des agents de l'État.

**A**u soir du premier tour des Primaires de la droite et du centre, Nicolas Sarkozy est arrivé largement en tête ce qui n'est guère étonnant. Il bénéficiait en effet du soutien du président de la Région et de nombreux maires. Mais le résultat en France était totalement différent. François Fillon est arrivé en effet largement en tête au premier tour de scrutin avec plus de 40 % des suffrages, devançant Alain Juppé de 17 points.

### Débandade

L'entre-deux tours des Primaires de la droite et du centre à La Réunion a été marqué par le ralliement de tous les soutiens de Nicolas Sarkozy à la candidature de François Fillon. Du côté des soutiens d'Alain Juppé, le favori des sondages avant le premier tour, c'est la débandade. L'ancien Premier ministre n'est en effet guère soutenu par ses alliés aux rangs desquels figure notamment

Margie Sudre et Jean-Paul Virapoul-lé. Invité cette semaine sur Réunion Première Radio, Jean-Paul Virapoul-lé a été jusqu'à dire qu'à la place d'Alain Juppé, il se serait retiré afin que François Fillon puisse apparaître d'emblée comme le candidat du rassemblement de son camp politique. Quant à Margie Sudre, elle a justifié les propos tenus par François Fillon sur le thème de la colonisation, partage de la culture française. Cette quasi-unanimité derrière l'ancien Premier ministre de Nicolas Sarkozy laisse apparaître une large avance pour lui dimanche. Ce ralliement implique aussi une adhésion à un programme. François Fillon annonce plusieurs mesures emblématiques. Il propose la suppression de 500.000 postes de fonctionnaire. Il veut augmenter le temps de travail des agents de l'État à 39 heures au lieu de 35 sans que le salaire soit revalorisé dans les mêmes proportions. Il veut également mettre fin aux 35 heures sans qu'une durée légale du temps de travail hebdomadaire soit définie. Il souhaite aussi transférer aux as-

surances privées une bonne partie de la Sécurité sociale. Quant à l'âge du départ à la retraite, il continuera à être repoussé.

### Adhésion au programme de Fillon

Ces quelques mesures ne vont pas contribuer à lutter contre le chômage ou à améliorer la situation de la population de La Réunion. Elles sont soutenues par ceux qui appellent à voter pour François Fillon au second tour de la Primaire de la droite et du centre. Si ce dernier remporte le scrutin, alors il sera candidat à l'élection présidentielle. Cela veut dire que Didier Robert et ses amis devront assumer un programme de casse sociale.

**M.M.**

## In kozman pou la rout

« Fanm-la i manz zaran èk bonbon koko ! »

Ala in kozman mi konpran pa bien lo sakivédit. Fransh vérité lé dé i marsh pa ansanm : zaran lé salé vèy pa koman, dé foi mèm li lé in pé amèr. Bonbon koko, sa lé bien dou ! I di pa pou fé bobon koko i mète mèm kantité koko rapé ké dosik ?... Mé moin néna in souvniir dann tan moin té i pass vakans Sin-Lé. Dann tan-la l'avé in madam, i di, té i sava rod in sipléman avèk bann mari la pa li. Donk in vyé péshèr tramaye demoun té i kriy ali Léon Boudiny Ernest téi oi souvan lo tourné-viré lo madam apré signal in mari la pa li é in soir demoun la domann ali – dovan moin, dann tan-la ti zène zan !-kosa fanm-la téi fé tar konmsa dsi la plaz ? Li la réponn sak moin la marké an-o la. Bin lo zaran té kosa ? Mi pans té lo devoir konzigal. Lo bonbon koko alor ? Daoir sa té lo pti plézir, lo sipléman konm moin la di an-o la. Pétète lé vré ? Pétète lé pa vré ? Pou Danyèl Honoré dann son liv « somi lo mpo » lé ipé konm sak moin la di.sé in fanm k'i pran tout bononm l'ariv. Touléka mi lès azot réfléshi la dsi, é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

## Etude de l'IEDOM -1-

# « La filière canne-sucre face à la libéralisation du marché européen du sucre en 2017 »

L'IEDOM vient de publier une étude sur l'avenir de la filière canne-sucre de La Réunion avec la perspective de la fin du quota sucrier l'année prochaine. Voici des extraits de ce document, avec des intertitres de Témoignages.

La canne à sucre se place au cœur du paysage agricole réunionnais et de son modèle économique, en sécurisant le revenu des agriculteurs et permettant une diversification vers d'autres cultures. Elle constitue également le pilier d'une filière imbriquant l'agriculture et l'industrie, mais aussi l'énergie (production de sucre, de rhum, de fertilisants et d'électricité notamment). La filière est également le premier secteur exportateur de La Réunion, à travers le sucre et le rhum. Le sucre est exporté pour moitié sur le marché des sucres spéciaux – gamme de sucres roux produits uniquement à partir de la canne – dont le département est le premier producteur d'Europe et le premier fournisseur du marché européen. L'autre moitié est constituée de sucre brut destiné à être raffiné, c'est-à-dire transformé en sucre blanc, au même titre que le sucre blanc tiré directement de la betterave.

### Filière dépendante des aides

Si la filière canne-sucre occupe une place importante dans le paysage agricole et industriel réunionnais, son poids dans l'économie globale reste mesuré, avec 3,4 % du chiffre d'affaires de l'économie marchande (2011). La filière canne-sucre évolue dans un marché réglementé par l'Union européenne – l'OCM Sucre – qui prévoit sa libéralisation au 1er octobre 2017.

Fixée depuis 2006, cette prochaine étape signe la fin des quotas et des prix de référence. Face à cette perspective, l'industrie sucrière européenne s'est profondément re-

structurée et concentrée, en réalisant des économies d'échelle et en misant sur une hausse des volumes produits et exportés afin de résister à des prix potentiellement plus bas et plus volatils. Dans les DOM, l'adaptation de la filière se heurte à des contraintes locales de productivité qui induisent un besoin de soutien additionnel (aides supplémentaires et protection accrue) de la part de l'État français pour pouvoir perdurer dans ce nouvel environnement et maintenir les revenus des planteurs. Nécessaires, ces soutiens accroissent la dépendance de la filière et ne lèvent pas toutes les incertitudes auxquelles elle fait face à moyen-long terme.

### 40 % de différence

Pour La Réunion, l'existence des quotas garantissait aux DOM des débouchés sur le marché européen. Après le 1er octobre 2017, le sucre destiné à être raffiné va subir directement la concurrence du sucre blanc venant du reste de l'Europe. Cette compétition sera accentuée par l'augmentation des capacités de production des usines européennes qui leur permettra des gains de compétitivité importants supprimant l'attractivité des sucres d'origine DOM.

Le sucre européen est produit à partir de betteraves qui possèdent de meilleurs rendements (un hectare de betteraves en France métropolitaine permet de produire 13,7 tonnes de sucre en 2015 contre 8,3 tonnes avec un hectare de cannes à La Réunion), et qui sont cultivées sur des exploitations en moyenne deux fois plus grandes que dans les DOM (14 ha pour une

exploitation de betteraves contre 7,6 ha pour une exploitation cannière réunionnaise). Ces avantages permettent d'obtenir un prix de revient de la matière première 40 % inférieur pour l'industriel métropolitain par rapport à La Réunion (23,20 euros la tonne de betteraves contre 39,09 euros pour la canne en 2015). À cela s'ajoutent des surcoûts de développement agricole et des surcoûts d'acheminement de la matière première aux sucreries. Par ailleurs, la transformation industrielle implique des coûts supplémentaires liés au processus de production et au raffinage du sucre brut en sucre blanc. La plupart de ces surcoûts sont en partie compensés par des aides nationales et européennes. Cependant, l'écart se creusera après la suppression des quotas, lorsque les usines métropolitaines produiront à plein régime. L'industrie réunionnaise ne peut envisager des gains de productivité équivalents à ceux qui interviendront. En effet, elle est déjà fortement concentrée (2 usines depuis 1997 contre 12 en 1946 et plus de 200 au 19e siècle) et les contraintes foncières limitent les capacités d'augmentation de la matière première. Les surfaces agricoles dédiées à cette culture ont même baissé de 20 % entre 1989 et 2010, qui correspondent à deux années de recensement agricole.

(À suivre)

# Oté

## Inn-dé z'éléman l'aktyalité l'ariv somenn pasé dann nout réjyon

### *In nouvo kardinal dann l'oséan indien*

*Samdi dèrnyé lo pap la desid donn monsegnèr Moris E Piat lo grad kardinal l'égliz katolik. Zédi 24 novanm la rotourn Moris, dann son péi. In komité d'akèy la vni zoinn ali l'aéropor Plézans. Saj lo promyé minis té la, bann minis té la galman. Arzout èk sa in bonpé dépité désèrtènn pèrsonalité é bien antandi bann z'otorité rolizyèz. Lo nouvo kardinal la di li lété bien kontan rotourn dann son péi : « Mo dir zot franmo bien kontan monn rétourn la kaz mama. » Aprés, li la anparl la misyon lo pap Fransoi la konfyé ali dann la sityasion son péi i konète avèk bann problèm konm sète. Li la lans in z'apèl pou la solidarité, pa solman an parol, mé galman dsi térin. Sanm pou li, shakènn i pé pran soin in frèr, in sèr, in n'ot pèrsonne pars si ni okip lé z'ot konm k'i fo ni pé bien viv konm in z'artizan la pé.*

### *Nouvèl Sésèl*

*Lo prézidan la républik Sésèl, Danny Faure, sar prézan Madégaskar pou lo sézyèm somé la frankofoni. Somé-la néna pou sizé prinsipal : « Kroisans partazé, dévlopman dirab, kondisyon pou in mond é in l'èspas frankofone pli stabl ». Lo prézidan va sort Sésèl lo 25 pou artourn dann son péi lo 29 moi d'novanm... Mi koné pa si gouvèrnman fransé va pans invite o moins in délagasyon La Rényon mé kan ou i azout inn, avèk l'ot, avèk l'ot ankor tout lo bann mankman lo gouvèrnman sosyalis la fé prèv par rapor nout péi mèm in pti éstrapontin i koriz ar pa son mank konsidérasyon.*

### *Somé la frankofoni*

*Lo roi lo Marok la vni Madagaskar avèk in délagasyon pré d' kat san pèrsonne dann troi l'aviyon. Mi koné pa si lé an souvnans son gran-pèr lété égzilé par koté Antsirabe, sansa sé pars lo Marok dsi lo plan ékonomik l'aprè pran l'inportans ké ni koné é lé pa desidé lès nout grann voizine par koté. Péi afrikin konm li, lo Marok n'oré desid pa zap l'avnir malgash... Dan sé kondisyon i fo tir shapo l'asosyasion REAGIES pou son l'aksyon mémoryèl par raport sak i apèl lo z'évènman Madégaskar l'ané 1947.*

Justin